

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2213

Edition du
06 août 2018

DANS CE NUMÉRO

CH-UE: pas de quoi monter sur ses grands chevaux (Jean-Daniel Delley)

Accord-cadre et évolution des mesures d'accompagnement demandent finesse et pragmatisme

«Un Bernois de moins, cela ne fait pas un Vaudois de plus» (Wolf Linder)

Du nationalisme sportif à une vraie réflexion sur la citoyenneté

La très controversée stratégie immobilière des CFF (Michel Rey)

Entre la tentation du profit et le désir d'une politique du logement social

La mondialisation en phase terminale (Jean-Pierre Ghelfi)

Rejet du multilatéralisme et renouveau du nationalisme

L'œuvre gravée de Picasso et Kokoschka à Vevey (Pierre Jeanneret)

Deux expositions à voir jusqu'au 7 octobre au Musée Jenisch de Vevey

CH-UE: pas de quoi monter sur ses grands chevaux

Accord-cadre et évolution des mesures d'accompagnement demandent finesse et pragmatisme

Jean-Daniel Delley - 06 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33482>

Tout a commencé à mi-juin. Alors que la Suisse négocie avec Bruxelles un accord-cadre susceptible de stabiliser nos relations avec l'Union européenne, [Ignazio Cassis](#) se dit prêt à lâcher du lest sur les mesures d'accompagnement. Quand bien même le Conseil fédéral avait précédemment déclaré que la protection du marché du travail contre la sous-enchère (salaires et conditions de travail) constituait une ligne rouge à ne pas franchir.

Maladresse dans l'expression ou provocation délibérée, le nouvel élu tessinois ne semble maîtriser ni les règles de la diplomatie ni les usages du processus de décision helvétique: un négociateur ne crie pas sur les toits qu'il est prêt à un compromis; et tout membre d'un exécutif assure ses arrières en consultant ses collègues et les acteurs impliqués. Du coup le [président de la Confédération](#) s'est vu obligé de rappeler cette fameuse ligne rouge.

Trop tard pour calmer la fureur syndicale. Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse, brandit aussitôt la [menace du référendum](#) pour préserver la protection des salaires, un dispositif non négociable. Lorsque le Conseil fédéral confie à Johann Schneider-Ammann le soin de consulter les partenaires

sociaux et les cantons pour trouver un éventuel compromis, ce dernier devient la cible des [attaques syndicales](#) - un traître à la cause des salariés suisses à qui on ne peut faire confiance.

Il serait temps de mettre fin à cette escalade verbale et de prêter attention à l'objet de la dispute. En Suisse, l'UDC mise à part qui n'aspire qu'à la fin de la libre circulation, partis et partenaires sociaux tiennent aux mesures d'accompagnement, ou pour le moins aux objectifs qu'elles poursuivent ([DP 2210](#)).

Bruxelles critique depuis longtemps le dispositif relatif aux travailleurs détachés en provenance de l'UE, considéré comme contraire à la libre circulation: annonce des travaux 8 jours à l'avance et versement d'une caution notamment. Un régime dissuasif dénoncé en particulier par les entreprises des régions frontalières désireuses d'exercer leurs activités en Suisse: délai trop long pour des travaux de courte durée et lourdeur bureaucratique...

Or l'analyse de la procédure, détaillée par la [NZZ](#), révèle des pratiques pour le moins archaïques. Une mise à jour permettrait sans autre d'écourter ce délai sans pour autant affaiblir la protection du

marché du travail.

Les demandes d'autorisation de travail des entreprises étrangères sont adressées au Secrétariat d'Etat aux migrations (Sem). Ce dernier transmet ces demandes deux fois par jour (à midi et à 3 heures du matin) aux services cantonaux compétents qui contrôlent le respect du délai, l'exactitude du lieu et des dates de l'intervention. Ces services déterminent également le type de branches concerné par la demande, ce qui va indiquer quel organe - commission paritaire ou tripartite - effectuera le contrôle sur place.

Le détour par les services cantonaux est-il indispensable? Le Sem pourrait communiquer les demandes directement aux contrôleurs. En ville de Berne par exemple, les contrôleurs reçoivent les informations de l'Office du travail deux fois par semaine, par courrier à vélo, car l'Office - protection des données oblige - n'est pas connecté au réseau informatique cantonal. Un classement par ordre d'urgence permettrait de répondre en priorité aux demandes nécessitant une intervention rapide de l'entreprise requérante et ainsi de supprimer les pointes de demandes. Bref, une optimisation des procédures paraît possible et permettrait

de réduire le délai d'annonce sans pour autant affaiblir les contrôles.

On peine à comprendre l'obstination des dirigeants de l'USS à défendre une procédure aussi inutilement lourde. Tous les acteurs helvétiques partagent l'objectif de lutte contre la sous-enchère salariale et des conditions de

travail. Adapter les mesures d'accompagnement sans abandonner cet objectif constituerait un atout dans les négociations avec Bruxelles.

L'adoption d'un accord institutionnel représente un enjeu d'importance pour notre pays. Cet accord sécuriserait nos rapports avec l'Union et contribuerait à leur développement. En brandissant

la menace du référendum avant même de débattre et de connaître l'éventuelle solution à cet objet de dispute avec l'Union européenne, l'USS (et le parti socialiste, bien silencieux en la matière) font le jeu d'une UDC trop contente de voir se fissurer le camp de ceux qu'elle [accuse](#) de sacrifier la souveraineté helvétique sur l'autel européen.

«Un Bernois de moins, cela ne fait pas un Vaudois de plus»

Du nationalisme sportif à une vraie réflexion sur la citoyenneté

Wolf Linder - 04 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33470>

En guise de préambule: pour moi Xherdan Shakiri est un Suisse à part entière, malgré l'aigle à deux têtes. Il a joué pour la Suisse et non pour le Kosovo. Ce choix vaut preuve par l'acte. Point final.

Pourtant une vieille histoire me revient à l'esprit: un paysan bernois émigre dans le canton de Vaud. Vingt ans plus tard, il demande et obtient la bourgeoisie de sa commune. Comblé, il offre un verre de blanc à ses copains de bistrot. «*Que je suis heureux d'être Vaudois*», s'exclame-t-il. A quoi lui répond un grommellement: «*Un Bernois de moins, cela ne fait pas un Vaudois de plus.*»

Ainsi racontée, la répartie nous fait sourire. Mais elle trahit un sentiment difficilement avouable: l'immigré n'est jamais perçu comme un

membre à part entière de sa nouvelle patrie, une qualité reconnue au mieux à la génération suivante.

Et nous voilà en plein dans la polémique à propos des joueurs de la Coupe du monde de football: une équipe nationale où l'on trouve plus d'immigrés et de mercenaires au service de clubs étrangers que de vrais indigènes peut-elle représenter la Suisse? Pour qui bat le cœur de Shakiri lorsque ses mains symbolisent l'aigle à deux têtes? Et Mesut Özil est-il encore un véritable Allemand lorsqu'il pose aux côtés de Recep Erdogan?

A ces questions émotionnelles, les joueurs et responsables sportifs n'ont pas toujours répondu intelligemment. Mais Özil a touché juste en remarquant: «*Si je marque un*

but, je suis Allemand, sinon je suis un Turc.» Il nous tend ainsi un miroir: nous abordons la loyauté patriotique de manière opportuniste et irréfléchie. Alors qu'il serait judicieux de faire preuve de moins d'excitation et de moralisme.

Dans quelle mesure l'équipe nationale représente-t-elle la Suisse? Il est permis de se poser la question: quelle part de la Suisse contient le chocolat ou les montres *Swiss Made*? Ou encore *Swiss* ou *Credit Suisse*, totalement ou partiellement en mains étrangères? Aussi longtemps que les deux côtés y trouvent leur compte, personne n'a l'idée de s'exciter sur la question de savoir si cette part est importante ou s'il s'agit d'une simple étiquette. Özil l'a bien exprimé.

Toutefois Shakiri & Co ont attiré notre attention sur des questions qui débordent largement le domaine sportif.

Double citoyenneté

Le Parlement débat régulièrement de la double citoyenneté, un thème qui jusqu'à présent n'a jamais préoccupé l'opinion publique. Près d'un million de Suisses possèdent plusieurs passeports, la plupart à la suite d'un mariage entre indigènes et étrangers et comme descendants de ces couples. Si la double nationalité est considérée à juste titre comme un droit, elle n'en pose pas moins des problèmes. Ainsi l'usage veut que les diplomates doubles nationaux ne représentent pas la Suisse dans un pays dont ils détiennent le passeport. Même si leur loyauté n'est pas mise en doute, il importe d'éviter de créer l'apparence du soupçon.

Les doubles nationaux disposent d'un privilège dont ne bénéficient pas les «simples» citoyens. Ils peuvent profiter des avantages de plusieurs ordres juridiques et remplir des devoirs tels le service militaire ou la contribution fiscale là où ils sont le moins astreignants. Il est choquant que des doubles nationaux puissent voter dans deux pays, même s'ils ne paient des impôts que dans l'un: codécision sans coresponsabilité. Le principe «*No taxation without representation*», au nom duquel les colons d'Amérique du Nord se sont émancipés de

la couronne britannique, se trouve ainsi nié. Voilà qui semble libéral; mais est-ce justifié?

Il en va de nombreux naturalisés comme de notre paysan bernois. Il n'est pas rare qu'à la table du bistrot on les qualifie de «*Suisses de papiers*». A raison?

Admettons-le: parmi les personnes ayant obtenu leur passeport suisse par le mariage, certaines sont incapables de s'exprimer dans l'une de nos langues nationales. Chacun connaît des naturalisés et des candidats à la naturalisation facilitée peu intéressés par nos particularités et notre culture. Ou bien ces personnes n'ont aucune idée du fonctionnement de notre système politique ou bénéficient de l'aide sociale sans savoir que cet argent ne tombe pas du ciel, mais provient de celles et ceux qui travaillent.

Pourtant la distinction entre «*vrais Suisses*» et «*Suisses de papiers*» manque de pertinence. Car on trouve de «*vrais*» Suisses faisant valoir leurs droits à l'égard de l'Etat social tout en se fichant du fait que «*leur*» argent ait d'abord dû être gagné par d'autres. Et de nombreux Suisses sont aussi peu au courant du système politique que certains immigrés... Dans cette perspective, on peut dire qu'il y a une masse de «*Suisses de papiers*».

Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part, la politique est absente de la vie familiale de

Secondos comme de Suisses de souche. D'autre part, les uns comme les autres ne bénéficient plus à l'école de ce qu'on appelait «*l'instruction civique*» et qui s'intitule aujourd'hui «*l'éducation politique*». La première a disparu depuis longtemps des plans d'études de l'école secondaire. Et dans la plupart des cantons alémaniques, l'éducation politique n'est plus obligatoire et dépend de la bonne volonté du corps enseignant.

Il s'agit là d'une grave négligence qui cache une conception dangereuse selon laquelle celle ou celui qui est né Suisse a manifestement hérité le gène de la démocratie. C'est pourquoi il n'y a nul besoin d'une formation permettant de développer la participation démocratique ou d'assurer une connaissance approfondie de nos institutions. En clair, on a affaire à une citoyenneté de souche, pire à un nationalisme tribal.

Indispensable formation politique

Il faut s'y opposer comme le fait le [«Campus pour la démocratie»](#), un réseau privé de formation politique créé par la Nouvelle Société helvétique. Une tâche qui incombe également aux autorités cantonales responsables de l'instruction publique.

La Suisse devrait accorder davantage d'importance à une formation politique permettant d'acquérir non seulement des compétences mais aussi une

connaissance des institutions. Si l'on en croit les enquêtes comparatives, Suissesses et Suisses ne s'en sortent pas mieux que les citoyens d'autres pays en matière de connaissances politiques et d'adhésion aux valeurs démocratiques. Voilà qui n'est pas de bon augure, car l'exercice de la démocratie semi-directe impose aux citoyens des exigences plus élevées que la démocratie représentative: voter implique une compréhension minimale des objets en jeu.

Développer l'éducation politique ne permettra certes pas d'améliorer substantiellement la

participation électorale des jeunes et encore moins de faire de ces derniers des élèves modèles de la démocratie. Pour être efficace, cette éducation ne doit pas s'adresser seulement à l'esprit mais également toucher le cœur. J'ai pu observer récemment en Italie des classes entières visiter des musées, des églises et des monuments, parfois amusées mais toujours curieuses des explications de leurs enseignants. Elles faisaient ainsi connaissance de leur héritage culturel, ressentaient leur appartenance et en tiraient une fierté.

La Suisse également dispose d'un héritage culturel dont nous pouvons être fiers. Au

milieu du 19e siècle, le Grand Conseil zurichois a prié les professeurs de la faculté de droit de traiter les institutions démocratiques «avec amour». Fierté de notre héritage culturel et amour des institutions, voilà le contrepoison au nationalisme tribal, le fondement d'un patriotisme constitutionnel qui connaît ses institutions et assume cet héritage. Nul besoin pour ce patriotisme-là de distinguer Suisses de souche et Suisses de papiers.

Traduction et adaptation DP d'après l'original allemand. Une version de cet article paraîtra dans une prochaine édition de la [Weltwoche](#).

La très controversée stratégie immobilière des CFF

Entre la tentation du profit et le désir d'une politique du logement social

Michel Rey - 01 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33463>

De leur propre aveu, les CFF ne sont «pas seulement la plus grande entreprise de transport de Suisse, mais aussi [l'une des plus grandes sociétés immobilières de notre pays](#)». Sur le long terme, ils prévoient de construire [10'000 logements](#), dont un tiers à loyer modéré (soit 20% au-dessous du prix du marché). Ces appartements seront réalisés sur une trentaine de sites et resteront en majorité propriété des CFF.

Une option qui va dans le bon

sens selon la gauche, les Verts et les associations de locataires, qui demandent néanmoins une proportion plus importante de logements à caractère social. Une stratégie contraire à l'ordre économique de notre pays pour les associations de propriétaires et les partis de droite: il n'appartient pas à une entreprise ferroviaire de se transformer en promoteur immobilier avec des ambitions sociales.

Un acteur important du marché immobilier suisse

Les CFF comptent parmi les principaux propriétaires fonciers de Suisse. 94,4 km², c'est la surface des terrains appartenant à l'ancienne régie – soit deux fois la superficie du canton de Bâle-Ville. Un quart environ de cette superficie n'est pas lié à l'exploitation ferroviaire.

Au cours des dix dernières années, les CFF ont investi 4,5

milliards de francs dans l'immobilier et vendu des terrains pour 1,5 milliard. L'année dernière, les revenus immobiliers (435 millions) étaient aussi élevés que les recettes liées au transport de personnes. Et la [valeur des biens immobiliers](#) des CFF ne cesse d'augmenter: de 3,4 à 5,5 milliards en 2018. Parrapport au prix du marché, on l'estime à 10 milliards, ce qui fait des CFF la deuxième plus grande société immobilière de Suisse, avec des [«revenus records»](#).

Le patrimoine immobilier non ferroviaire est actuellement composé de 1'600 appartements ainsi que de bureaux, de locaux et complexes commerciaux, de restaurants aussi répartis sur 23 sites. Il accueille également des établissements de formation à proximité immédiate des gares (par exemple la HES pédagogique à Zurich, la HES Arc à Neuchâtel). Vingt-quatre autres sites sont au stade de la planification ou en voie de réalisation. Les projets phares restent pour l'heure Europaallee à Zurich ou Pont-Rouge à Genève. Mais des [réalisations](#) plus modestes sont annoncées ou déjà en cours dans diverses villes et localités, telles Morges, Cully, Vevey, Fribourg, Winterthour, Lucerne ou Bâle.

Dans les nouvelles constructions, les CFF veulent porter à environ 50% la part de logements à loyer ou à prix modéré dans leur propre portefeuille et par le biais de coopératives de construction et

d'habitation, ce type de logement devant représenter près d'un tiers de leur parc immobilier à long terme.

Des objectifs définis par le Conseil fédéral

Dans les [objectifs stratégiques](#) qu'il fixe aux CFF, le Conseil fédéral évoque explicitement une valorisation de leur parc immobilier conforme aux standards du marché.

Tous les [gains réalisés par CFF Immobilier](#) sont attribués à la couverture des coûts du système ferroviaire au sens le plus large. Ils vont à l'assainissement et à la stabilisation de la Caisse de pension des CFF (CHF 270,9 millions en 2016) et, outre un montant annuel de 150 millions alloué à CFF Infrastructure, contribuent à la couverture de la dette des CFF.

Des alliés et des adversaires très intéressés

La stratégie de CFF immobilier a régulièrement reçu l'appui d'une majorité des Chambres fédérales, notamment de la part de la gauche et des Verts. Ces derniers demandent néanmoins une augmentation de la part des logements à loyer abordable.

L'Association suisse des locataires a également manifesté son appui aux orientations prises par CFF Immobilier, en relevant que l'entreprise ne fait que rattraper son [retard dans l'immobilier social](#). Selon elle, jusqu'à ces dernières années,

les investissements immobiliers des CFF ont privilégié les objets de luxe, peu accessibles à la classe moyenne et aux familles.

La charge est menée par l'Association suisse des propriétaires immobiliers et son président, le conseiller national Hans Egloff (UDC/ZH). [Ce dernier](#) soutient que les terrains des CFF non nécessaires à l'exploitation ferroviaire doivent être cédés au prix du marché à des promoteurs privés. Il n'appartient pas à une entreprise ferroviaire de s'occuper de promotion immobilière, encore moins lorsqu'elle poursuit les objectifs sociaux et environnementaux de la politique du logement. L'allocation des revenus immobiliers aux activités ferroviaires des CFF conduirait à subventionner de façon indirecte le prix des transports, alors qu'une vente des biens-fonds au prix du marché permettrait d'assainir plus rapidement la caisse de pension.

Une fausse alternative

En résumé, les promoteurs privés appuyés par la droite politique s'opposent aux ambitions immobilières de CFF. A la recherche de terrains constructibles, ils lorgnent sur le patrimoine foncier de l'entreprise qui ne sert plus des objectifs ferroviaires. Un patrimoine fort bien situé et qui promet de juteuses plus-values.

Les CFF, avec l'aval du Conseil fédéral, valorisent ce patrimoine à un rythme accéléré. Ils en tirent des revenus confortables qui permettent de renflouer la caisse de retraite de l'entreprise et de financer une partie des infrastructures ferroviaires. La gauche suit le mouvement à condition que le logement social trouve sa place dans cette stratégie. La Confédération y trouve son compte puisque la croissance des revenus immobiliers des CFF allègent d'autant son soutien financier à l'ancienne régie.

Pourtant les organisations de locataires et la gauche risquent bien de perdre à ce jeu. En effet, jusqu'à présent le Conseil fédéral n'a pas envisagé d'infléchir la stratégie

immobilière des CFF dans un sens plus social. Pour [Doris Leuthard](#), «*la tâche principale des CFF ne consiste pas à fournir des logements à loyer abordable; c'est aux villes et aux communes d'y veiller*».

La conseillère fédérale a parfaitement raison. Mais il faut aller jusqu'au bout du raisonnement. A l'époque, les CFF et les sociétés qui les ont précédés ont acquis à bon compte et même parfois gratuitement, notamment auprès des collectivités publiques, les terrains nécessaires à l'exploitation ferroviaire.

Dès lors qu'une partie de ces terrains ne sont plus indispensables à la mission des CFF, ils doivent revenir aux collectivités publiques. Non pas au prix du marché, mais à la

valeur de cession d'antan, en tenant compte de l'inflation enregistrée depuis lors. De cette manière, les villes et les communes pourront contribuer à améliorer l'offre de logements sociaux, soit directement soit en mettant ces terrains à disposition de sociétés coopératives d'habitation.

La stratégie du Conseil fédéral concernant les CFF arrive à échéance à fin 2018. Sa version pour 2019-2022 est annoncée pour les prochaines semaines. Légitimera-t-elle le rôle toujours plus important de promoteur immobilier endossé par les CFF et les 10'000 nouveaux logements annoncés? Ou renverra-t-elle l'entreprise à sa mission de transporteur ferroviaire tout en lui en donnant les moyens?

La mondialisation en phase terminale

Rejet du multilatéralisme et renouveau du nationalisme

Jean-Pierre Ghelfi - 24 juillet 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33447>

«*C'est un dirigeant fort. Ne laissez personne penser autre chose. Il parle et son peuple se met au garde-à-vous. Je veux que mon peuple fasse la même chose.*» [Donald Trump](#) est connu pour ses fougades, dénonçant un jour ce qu'il a dit la veille. Tout imprévisible qu'il soit, il n'a pas démenti son penchant pour les dirigeants forts, qu'il s'agisse de celui de la Corée du Nord auquel il se

réfère dans la citation ci-dessus, ou de ceux de la Chine et de la Russie.

A eux d'organiser désormais le monde, sur une base bilatérale. L'Union européenne n'existe plus. Seuls comptent les pays, toujours plus nombreux, qui sont dominés par des hommes forts. A commencer par ceux de Pologne, de Hongrie, d'Autriche, d'Italie, de Turquie.

D'autres ne demandent pas mieux que d'allonger la liste.

Ces considérations politiques sont en relation étroite avec la mondialisation (voir aussi DP [2208](#), [2209](#), [2210](#)).

Celle-ci n'a en effet plus bonne [presse](#). La cause principale tient probablement au fait que la croissance des richesses qu'elle a permise est

très, très, très mal répartie. Dans les pays développés, le nombre des emplois comme le niveau des salaires demeurent en état de quasi-stagnation depuis la crise de 2008.

La raison ne tient pas au fait que la concurrence se serait «*exacerbée*» ou que les entreprises seraient déstabilisées par les changements techniques. Ce ne sont pas davantage des impôts «*excessifs*» qui les étoufferaient — les impôts des personnes morales suivent une courbe descendante depuis de nombreuses années. En fait, l'emploi et les salaires restent en rade parce que les bénéficiaires vont dans la poche des directions et surtout des actionnaires. Et plus ils en ont, plus ils en veulent. Pour les «*gens ordinaires*», le bilan de quelques décennies de mondialisation apparaît ainsi comme un marché de dupes.

Un acte de foi

L'accaparement des richesses peut aussi être organisé par l'Etat. Leurs dirigeants, leurs proches, leurs affidés parviennent à s'approprier une partie du revenu national qui les met très largement à l'abri du besoin. Beaucoup de jeunes, qui représentent là comme ailleurs la relève de ces pays, choisissent quand ils le peuvent la voie de l'exil pour trouver une vie simplement décente en tentant d'entrer, légalement ou non, dans les pays développés, par exemple en Europe ou en Amérique du Nord.

Cela étant, une réforme de la mondialisation paraît peu vraisemblable. Les tenants du néolibéralisme ne changeront pas spontanément d'opinion. L'ouverture aussi large que possible des marchés et les principes de concurrence représentent de leur point de vue la condition nécessaire et suffisante pour parvenir à améliorer le niveau de vie des pays. Hier comme aujourd'hui, ils continuent d'y croire *mordicus*. La réalité leur importe peu puisque leur doctrine est la bonne: un acte de foi ne se discute pas.

Il ne faut donc pas s'étonner du fait que le refus de procéder à un examen critique des aspects économiques et sociaux les plus discutables de la mondialisation débouche sur une contestation politique. Les opinions publiques ont fini par considérer que d'autres, ailleurs, décidaient pour elles. Elles ont acquis le sentiment que leur pays n'avait plus son destin entre ses mains, qu'il n'était plus maître chez lui. Il n'en faut pas davantage pour que le nationalisme relève la tête, encouragé par des partis politiques qui proclament la primauté de l'intérêt national sur toute autre considération. Que ce néonationalisme soit qualifié de populiste, d'illibéral, de souverainiste ou de dictatorial ne change rien au problème.

La Suisse, précurseur

Ce retour de la primauté nationale n'est pas une innovation toute récente. Notre pays peut même être considéré

comme un précurseur.

[L'initiative populaire «contre l'emprise étrangère»](#), lancée par James Schwarzenbach et soutenue par 46% des votants en juin 1970, comporte un caractère nationaliste évident. Cette thématique a été reprise par l'UDC, en particulier avec son initiative «[contre l'immigration de masse](#)», approuvée en février 2014 par 50,3% des votants et par 17 cantons sur 26 ou encore avec celle pour «[le droit suisse au lieu de juges étrangers](#)», qui sera soumise au peuple et aux cantons le 25 novembre prochain. Autant de propositions qui disent chacune à sa manière «*la Suisse d'abord*».

La décision britannique de quitter l'Union européenne est aussi une expression de ce repli nationaliste. Le Brexit, selon ses partisans, comporterait plus d'avantages que d'inconvénients. Il permettrait notamment de rapatrier à Londres les décisions qui se prennent à Bruxelles. La mise en œuvre de la théorie est plus simple à dire qu'à faire. Le choix politique de quitter l'Union européenne se heurte en effet aux considérations économiques de maintenir les liens étroits tissés entre les entreprises au cours des dernières décennies, voire par une même société qui a établi des centres de production dans plusieurs pays.

[Airbus](#) illustre bien cette problématique. Les ailes des avions qu'elle construit sont composées de 10'000 pièces fabriquées au Royaume-Uni.

Airbus y emploie 14'000 personnes, auxquelles s'ajoutent 100'000 emplois indirects chez des sous-traitants. Toutes ces pièces sont actuellement certifiées par un organisme européen. En cas de Brexit, cette certification cesserait. Il en découlerait d'importantes complications administratives et douanières. Airbus a donc gelé ses investissements en Grande-Bretagne en attendant d'en savoir plus. Elle n'exclut pas de tout rapatrier sur le continent en fonction du contenu des accords du Brexit.

Menu à la carte

Mutatis mutandis, la situation est analogue pour la plupart des entreprises organisées à l'échelle internationale — et il n'y a de loin pas que les plus grandes qui le sont. Dans le cas extrême d'un retour aux frontières nationales et d'une réintroduction de droits de douane, ces sociétés devraient en quelque sorte se désimbriquer. De nouvelles structures devraient être mises en place. Le processus serait long, compliqué, coûteux et causerait d'énormes pertes de compétences. La main-d'œuvre «nationale», censée bénéficier de l'indépendance retrouvée, n'y trouverait probablement pas son compte.

Pour parer ces difficultés, la Grande-Bretagne tente de concilier des exigences contradictoires. Décider seule de sa politique commerciale négociée avec des partenaires qu'elle choisirait, tout en continuant d'avoir un accès au marché européen comme si elle en était (presque) encore membre. Elle voudrait avoir le beurre et l'argent du beurre. L'Union européenne n'est cependant pas un restaurant qui propose des menus à la carte où l'on peut choisir ses plats préférés.

D'autres pays de l'Union européenne ont un comportement analogue à celui de la Grande-Bretagne. Ils veulent rester membres de l'Union pour bénéficier de ses «*aides structurelles*», mais acceptent de se sentir concernés seulement par les directives qui leur conviennent. Un peu comme si chaque canton se réservait la compétence de décider quelles sont les lois fédérales qu'il appliquera.

Les poubelles de l'histoire

Se dessine ainsi une nouvelle manière de concevoir et de pratiquer les relations internationales. Les accords multilatéraux négociés au

cours des dernières décennies, qui ont permis aux différentes économies nationales d'établir entre elles des relations étroites, sont rejetés au profit du bilatéralisme, voire de l'unilatéralisme.

Les Etats-Unis de Donald Trump constituent la figure emblématique de cette remise en question. Les relations internationales édifiées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale avaient essentiellement pour objectif d'édifier un monde qui ne devait pas revivre un tel conflit et aussi d'éviter de renouveler les erreurs qui ont permis la grande crise des années 1930. Ces [enseignements essentiels](#) sont-ils devenus à ce point lointains que certains pensent que leur place est désormais dans les poubelles de l'histoire? Ce serait consternant.

Pourtant, ce qui paraissait impensable il y a encore quelques années est devenu concevable. Et même possible si les élections de mi-mandat aux Etats-Unis maintiennent une majorité républicaine au Congrès. La mondialisation est désormais en sursis. Fasse qu'elle n'apparaisse pas, avec ses défauts, ses insuffisances et ses exagérations comme une période que l'on finirait par regretter...

L'œuvre gravée de Picasso et Kokoschka à Vevey

Deux expositions à voir jusqu'au 7 octobre au Musée Jenisch de Vevey

Pierre Jeanneret - 29 juillet 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33455>

[Picasso. Lever de rideau. L'arène, l'atelier, l'alcôve](#)

L'œuvre gravée de Pablo Picasso (1881-1973) occupe une place considérable dans sa production, et cela de 1905 presque jusqu'à sa mort. Multipliant eaux-fortes, lithographies, aquatintes et d'autres techniques encore, il témoigne là aussi de son extraordinaire maîtrise et de sa capacité à se renouveler.

Picasso a toujours été fasciné par le thème du spectacle, et d'abord celui du cirque. Dans ses premières années parisiennes, il vient se défaire de sa mélancolie au cirque Medrano. En 1905, il réalise sa série des *Saltimbanques*, qui correspond sur le plan pictural au début de sa période dite «rose». Il campe tout un monde d'artistes ambulants, notamment des Arlequins, des trapézistes, des écuyères. Il les montre soit en plein exercice, soit au repos.

Comme tout Espagnol (en tout cas de son temps), il est fasciné par la corrida. Celle-ci a son rituel et ses phases, qui représentent tout un cérémonial: la parade, les piques, les banderilles, le *torero* avec *samuleta* jusqu'à l'estocade et la sortie de piste avec les chevaux tirant le taureau mort. Une série de 1957 illustre bien ces différents

moments, en jouant sur le noir-blanc qui fait contraster lumière intense du soleil et ombres. Remarquons que certaines scènes de tauromachie semblent s'inspirer de la peinture crétoise antique. On sait le respect du maître, pourtant fécond et inlassable novateur, pour les grandes œuvres du passé, dont témoignera son hommage à Velázquez dans les dernières années.

C'est de cette opposition entre l'homme et la bête qu'est né le thème du Minotaure, si central dans l'œuvre de Picasso. Il est issu d'un mythe antique. Pasiphaé, épouse de Minos, roi de Crète, tombe amoureuse d'un magnifique taureau. Le fils né de cette union porte une tête de taureau sur un corps d'homme. Finalement, cet être monstrueux sera enfermé dans le labyrinthe, où il se nourrit de chair humaine. Thésée s'en libérera grâce au fil d'Ariane, mais c'est une autre histoire...

Pour Picasso, le Minotaure, dans lequel il va de plus en plus s'incarner, représente certes le dualisme entre l'homme et la bête. Mais il est surtout symbole de virilité et de puissance sexuelle, lorsqu'il prend possession de femmes voluptueuses tout en courbes: seins, hanches, pilosité pubienne, fente du sexe sont mis en évidence. La gravure portant le titre «*Vieil homme*

songeant à sa jeunesse» (1968) nous offre-t-elle une explication psychologique?

Les poses de ses modèles – de ses conquêtes? – sont lascives, telles des odalisques d'Ingres. Mais le corps subit des déformations volontaires. Nul souci chez Picasso d'exactitude anatomique. Malgré l'extraordinaire habileté du maître, il faut reconnaître que la répétition quasi obsessionnelle de ce thème de l'étreinte peut à la longue fatiguer. Plus d'une femme de notre connaissance est gênée, voire choquée, par ce qui finit par apparaître comme l'expression d'un véritable machisme.

Une petite salle d'exposition est réservée au peintre René Auberjonois (1872-1957). Sa présence aux côtés de l'œuvre de Picasso est parfaitement légitime, vu la parenté de leurs thèmes de prédilection : le cirque, les clowns, la corrida, le spectacle en général. Et l'artiste vaudois n'a pas à rougir de cette confrontation.

[En selle! Kokoschka et les équidés](#)

On sait que le Musée Jenisch possède la plus importante collection au monde d'œuvres d'Oskar Kokoschka (1886-1980), suite à un legs de sa veuve qui, sur le plan

juridique, fit quelque bruit. A l'étage du bâtiment, à côté d'un choix d'huiles représentatives de son œuvre, le visiteur découvrira le graveur ainsi que le dessinateur, et l'un de leurs thèmes de prédilection: les équidés.

Ils sont montrés tantôt broutant dans un champ, tantôt sur l'arène d'un cirque, ou

encore à la guerre (Kokoschka a fait celle de 1914-18 dans l'armée austro-hongroise). Rappelons aussi l'importance du cheval dans le mouvement d'avant-garde précisément nommé *Der blaue Reiter*, fondé à Munich en 1911.

Et, cerise sur le gâteau: le musée a reconstitué l'atelier de l'artiste dans la villa Dauphin, sa maison de Villeneuve, avec

ses pinceaux, ses innombrables tubes de couleurs - lui qui était un grand coloriste aux franges de l'expressionnisme, mais aussi les nombreux objets hétéroclites dont il s'inspirait pour sa création artistique. Emouvant, comme le sont tous ces lieux où un artiste a œuvré, en abandonnant sur place, semble-t-il, ses instruments de travail...

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

CH-UE: pas de quoi monter sur ses grands chevaux

<https://www.swissinfo.ch/fre/cassis-pr%C3%AA-t-%C3%A0-des-concessions-sur-les-mesures-d-accompagnement/44188936>

<https://www.tdg.ch/suisse/lignes-rouges-toujours-valables-alain-berset/story/21552871>

<https://www.lematin.ch/suisse/uss-brandit-menace-referendum/story/20493467>

<https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/bundesrat-auf-konfrontation-mit-gewerkschaftschef/story/1696839>

<https://www.domainepublic.ch/articles/33356>

<https://www.nzz.ch/schweiz/bei-der-acht-tage-voranimeldefrist-gibt-es-noch-spielraum-ld.1402916>

<https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/accord-cadre-avec-lue-ludc-exige-l'interruption-de-l'exercice/>

«Un Bernois de moins, cela ne fait pas un Vaudois de plus»

<https://campusdemokratie.ch/fr/qui-sommes-nous/>

<https://www.weltwoche.ch/>

La très controversée stratégie immobilière des CFF

<https://company.sbb.ch/fr/home.html>

<https://nzzas.nzz.ch/schweiz/die-sbb-werden-immer-mehr-zum-immobilienkonzern-ld.1397505>
<https://nzzas.nzz.ch/schweiz/die-sbb-werden-immer-mehr-zum-immobilienkonzern-ld.1397505>
<https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/sbb-fahren-voll-auf-immobilien-ab/story/15016309>
<https://www.cff-immobilier.ch/projets>
<https://www.uvek.admin.ch/uvek/fr/home/detec/entreprises-liees-a-la-confederation/cff/objectifs-strategiques.html>
<https://www.cff-immobilier.ch/a-propos-de-nous/themes/construction-de-logements>
<http://www.asloca.ch/blog/suisse-halte-a-la-vente-des-biens-immobiliers-en-mains-publiques/>
<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/10000-neue-Wohnungen-SBB-Plaene-sorgen-fuer-Aerger/story/24763777>
<https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/sbb-fahren-voll-auf-immobilien-ab/story/15016309>

La mondialisation en phase terminale

https://www.lemonde.fr/chroniques-de-la-presidence-trump/article/2018/06/17/president-trump-an-ii-elogede-l-homme-fort_5316449_5077160.html
<https://www.domainepublic.ch/articles/33285>
<https://www.domainepublic.ch/articles/33309>
<https://www.domainepublic.ch/articles/33340>
<https://www.alternatives-economiques.fr/proces-de-lhypermondialisation/00084968>
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis93.html>
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/20140209/det580.html>
<https://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/aktuell/abstimmungen/selbstbestimmungsinitiative.html>
https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/06/22/brexit-airbus-gele-ses-investissements-au-royaume-uni-et-menace-de-se-retirer_5319828_3234.html
<https://www.nytimes.com/2018/07/13/opinion/america-first-america-hated-america-alone.html>

L'œuvre gravée de Picasso et Kokoschka à Vevey

http://www.museejenisch.ch/fre/exposition/picasso_lever_de Rideau
http://www.museejenisch.ch/fre/exposition/espace_oskar_kokoschka_1